

## Jules VALLES et le CRI DU PEUPLE

### Nathalie Girard

En cette fin février 1871 à Paris, la situation est plus tendue que jamais depuis l'annonce de la capitulation et l'élection d'Adolphe Thiers comme chef du gouvernement.

C'est dans ce climat où vibre déjà l'insurrection que paraît le 22 février 1871, le numéro 1 du quotidien de **Jules Vallès** : *Le Cri du Peuple*.

« La sociale arrive, entendez-vous ! elle arrive à pas de géant apportant non la mort, mais le salut. Elle enjambe par-dessus les ruines et elle crie : malheur aux traitres ! malheurs aux vainqueurs ! »

Le journal est marqué par la personnalité et les valeurs de Jules Vallès son fondateur et rédacteur en chef. Révolutionnaire, homme politique, journaliste puis écrivain, il a mené tout le long sa vie le combat pour le bonheur et la liberté, liberté de parole, de pensée mais surtout d'écrire. Il devient un révolté permanent contre l'injustice et l'ordre établi. Jules Vallès écrit de virulents articles contre les « charlatans politiques », Il se bat constamment pour le progrès social, contre la servitude de la faim. Polémiste sans concession il fait preuve d'une verve pleine de sensibilité et d'un enthousiasme passionné dans la défense des gens du peuple

***Le Cri du peuple*** : un des journaux les plus lus durant la Commune, Il est vendu 5 centimes, soit 1 sou ce qui équivaut à 50 centimes d'euro et a tiré jusqu'à 60 000 exemplaires. C'est un in-folio (5 colonnes) dont la rédaction se situe à Paris au 9 rue d'Aboukir.

Je cite :

« Au **peuple de Paris en ce mardi 21 mars 1871** : Une nouvelle révolution pacifique et fière vient de s'accomplir. La troupe, que les généraux de l'empire avaient menée de défaite en défaite a refusé de tirer sur les citoyens qui défendaient leurs droits et a fraternisé avec le peuple. Paris s'est reconquis. Il est maintenant libre et souverain, maître de ses destinées et de son avenir. Paris doit donc se déclarer ville libre, commune affranchie, cité républicaine, se gouvernant elle-même. Il nous faut éviter un retour d'hostilités et ne pas fournir le prétexte à l'armée prussienne dont le gouvernement de monsieur Thiers a fait son alliée.

Il y va du salut de la cité, de l'avenir de la révolution ».